

Ce que révèle le « mouvement du 17 novembre »**Des luttes très politiques.**

Toute lutte sociale dans la période actuelle manifeste assez directement son contenu politique.

Le « petit personnel » du palace Hyatt Hôtel a déjà affronté des agressions policières et celle de nervis patronaux ; allant sur les deux mois de grève, elles et ils tiennent par la solidarité, la détermination et la conscience de ce que signifie leur revendication : mettre fin au début de mise en place de l' « externalisation » des personnels hôteliers, dont ils sont les premières victimes.

Les 279 ouvriers de l'aciérie Ascova, dans le Nord, occupent toujours leur usine, manifestent leur scepticisme envers les déclarations gouvernementales sur des « repreneurs » et attendent de pied ferme M. Macron dont il se dit qu'il pourrait venir sur place.

Le personnel de la maternité du Blanc, dans l'Indre, et la population, avec le collectif *Cpasdemainlaveille*, refusent la fermeture de la seule salle d'accouchement à 60 km à la ronde et ont situé la lutte à son vrai niveau : un affrontement avec le pouvoir central.

Près de 2000, le quart de l'effectif, agents de l'Office National des Forêts, se sont rassemblés avec le soutien populaire local à Saint-Bonnet-de-Tronçais pour dénoncer la destruction du service public et la braderie annoncée des forêts domaniales.

Le point commun à tous ces combats et à des centaines d'autres est aujourd'hui la conscience montante que le pouvoir politique est l'adversaire. C'est en ce sens que, comme l'écrit notre camarade Jacques Chastaing, nous sommes dans une « période de grève générale ». Cette formulation a l'inconvénient de sembler dire que la généralisation est là : or, la généralisation, qui ira avec la centralisation, se cherche et rencontre des obstacles politiques. Mais elle a aussi l'avantage de donner à réfléchir sur le continu politique profond des luttes actuelles et, sous cet angle, elle touche juste. Lorsque la journée d'action – bidon – du 9 octobre a vu de vrais cortèges, c'était de fait des cortèges politiques appelant à chasser Macron ou à sa démission.

Ceux d'en bas en ont marre, ceux d'en haut n'en peuvent plus, mais ceux de «l'opposition» bouchent les perspectives.

Cette réalité ne signifie pas que l'affrontement général va automatiquement s'imposer.

Elle résulte de la combinaison de trois facteurs :

1°) le mécontentement généralisé « en bas » ;

2°) la montée de l'impuissance affichée au sommet avec la chute de Macron dans l'affaire Benalla, les démissions de Hulot puis Collomb, la difficulté de recomposer son gouvernement, qui ont brisé net la dynamique soi-disant conquérante qui était la sienne ; mais...

3°) ...l'absence de perspective politique alternative du fait de ce qu'il est convenu d'appeler l' «état de la gauche », la FI étant le couronnement du problème et non pas sa solution, et du fait de la participation des directions syndicales nationales au « dialogue social » avec Macron et le patronat, qui, depuis le « sommet social » sur les retraites tenu le 10 octobre, lendemain de cette autre journée précisément sans lendemain du 9 octobre, et jour de l'ouverture d'une grave crise dans la CGT-FO, n'avancent strictement aucune perspective d'action réelle ou fictive – en dehors de la grève contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale du lundi 12 novembre.

Les exploités, la majorité, ne sont pas du tout dans l'acceptation ou dans l'inaction comme peuvent le croire les militants qui ont peine à les entraîner dans telles « journées d'action ». Les mobilisations spontanées naissent de la difficulté croissante de la vie quotidienne et cela va continuer, et c'est précisément l'absence de perspective politique nationale (les élections européennes ne jouant absolument pas ce rôle pour l'immense majorité) qui nourrit leur radicalité croissante.

Les prix à la pompe sont, comme les salaires, une question politique !

Il est dans ces conditions tout à fait normal que la hausse des carburants, conjuguée à la baisse des salaires réels, soulève une vague d'indignation.

Cette vague est d'autant plus grande dans les secteurs de ce que l'on appelle « la ruralité », mais elle ne s'y cantonne pas. Elle l'est tout simplement parce que l'on pourrait définir ces secteurs comme ceux où l'on est condamné à la voiture pour faire ses courses, aller au travail, emmener les enfants à l'école, accéder à des services publics élémentaires – répétons-le : la fermeture de la maternité du Blanc, ville de 6600 habitants, repousserait à 60 km à la ronde la possibilité d'accoucher en milieu médical !

Et dans ces secteurs, on est légitimement ulcéré du mépris soi-disant « écologique » affiché par les partisans de la taxation des pauvres et des travailleurs, car il est notoire que la TIPP (Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers) finance l'ensemble de la politique du gouvernement (dont des aides à des entreprises pétrolières !) et non pas la « transition énergétique ». Les coupables du réchauffement que les zones en « ruralité » ont déjà payé cher par la sécheresse cette année, ne sont pas les gens qui vont travailler en diesel, ce sont les magnats capitalistes qui s'appellent Total ou Shell, au compte desquels gouvernent nos ... gouvernants.

Il n'y a en soi aucune contradiction entre la lutte pour les salaires et la lutte contre les prix excessifs. Et les impôts indirects comme la TVA et la TIPP sont injustes par définition. Il est donc légitime de se mobiliser contre la hausse des prix à la pompe et compte tenu de la réalité que vivent les plus larges masses, que des mouvements apparaissent sur ce thème n'a rien de surprenant.

Hausse générale des salaires, retraites, pensions et minima sociaux !

Abolition des impôts indirects, TVA et TIPP !

Taxation confiscatoire des pétroliers !

Le « mouvement du 17 novembre ».

Priscilla Ludosky, patronne d'une petite « société de vente en ligne de cosmétiques bio et de conseils en aromathérapie » à Savigny-le-Temple, a lancé fin mai une pétition qui va probablement atteindre le million de signataires (plus de 700 000 à ce jour).

L'emballement en faveur de cette pétition est allé de pair avec la mise en route du « mouvement du 17 novembre » appelant à bloquer les routes ce jour là (un samedi), qui l'a boostée.

Les signataires signent contre la hausse du prix des carburants, et ne lisent pas forcément toute la pétition, qui est loin de se limiter à ce point et se prononce, en vrac, pour le remplacement progressif des véhicules diesel par des véhicules électriques, une « régulation » des prix de ces derniers, le travail à domicile, notamment pour

les « employés » demandant une mutation pour raisons familiales à la place de celle-ci, des subventions aux patrons pour qu'ils installent leurs entreprises loin des grandes villes, et un financement public des agro-carburants (dont l'auteur de la pétition semble s'imaginer qu'ils sont un bienfait pour l'environnement ...).

Malgré la vive sensibilité qui s'y exprime contre « les taxes », l'abolition des impôts indirects en général, et celle de la TIPP en particulier, n'y figurent pas ...

Nous avons là des propositions sincères mais discutables, pas très surprenantes de la part d'une représentante relativement éclairée du (tout) petit patronat.

A partir du 10 octobre apparaissent des pages Facebook « Blocage national contre le prix des carburants » qui lancent, de manière simultanée, la date du 17 novembre. Priscilla Ludosky s'y rallie, ce qui va booster sa pétition. Ce sont apparemment deux chauffeurs routiers de Seine-et-Marne qui ont lancé cette date. Les associations d'automobilistes d'une part, les réseaux du RN, de DLV et de l'extrême droite d'autre part, propagent rapidement ces pages, qui se développent spontanément à grande échelle.

Le 23 octobre c'est la vidéo de Frank Buhler, semble-t-il membre de « Debout La France », ancien militant proche de Philippe de Villiers, et surtout autoproclamé « porte-parole de la patriosphère », qui assoie le phénomène : elle va avoir 4 millions de vues. Si la cible principale de Priscilla Ludosky consiste surtout dans « les taxes », Frank Buhler en a après « les bobos », catégorie qui englobe chez lui les écolos anti-diesel, les habitants des centres-villes, les défenseurs des droits des migrants et les gens trop éduqués.

Appelant au blocage des routes et péages le 17 novembre prochain, Frank Buhler explique que « quelqu'un, j'ignore qui, a lancé une mobilisation générale du peuple français ».

Quelques jours plus tard, Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan apportaient leur soutien au « mouvement du 17 novembre ». C'est au Pontet, municipalité RN (le maire est élu de la liste « Le Pontet Bleu Marine »), que s'est tenue une première réunion d'organisation du « 17 novembre » de 300 personnes environ. Christophe Chalencon, « forgeron » (patron de plusieurs entreprises de menuiserie et activités apparentées et responsable à la Chambre des métiers), ancien candidat aux législatives de « Génération citoyens », mouvement « socio-professionnel » et « social-libéral », a été désigné coordinateur départemental des 13 barrages annoncés sur le département du Vaucluse. Il a été annoncé fermement que pour éviter toute « récupération », tout drapeau, logo ou sigle

politique ou syndical serait interdit sur les « blocages ». Marine Le Pen, tout en félicitant les participants, a précisé dans une déclaration faite le soir même que cette interdiction devait être levée en ce qui concerne les écharpes tricolores des élus. Demeure donc l'interdiction des partis et des syndicats : on ne participe pas au « blocage » en tant que travailleur organisé, mais en tant que « simple citoyen », salarié ou patron ...

Ce 31 octobre *Sputnik France*, site des services de l'État russe en France, dans un article s'autorisant d'entretiens avec des hauts fonctionnaires de la police et des RT (« Renseignements Territoriaux », ex-RG), annonce que ce sera « mai 68 ».

Mai-juin 1968 fut une grève générale : avec la jeunesse étudiante et lycéenne, le salariat, par millions et millions, a réellement « bloqué le pays » et posé la question du pouvoir d'État et du caractère de la société pendant quelques semaines.

Mais on ne saurait sous-estimer l'ampleur et la signification d'un mouvement qui se dessine là, au vu des effectifs ayant visionné les vidéos du sieur Buhler et signé la pétition lancée par la commerçante de Savigny-le-Temple. Il ne fait aucun doute que la grande majorité d'entre eux sont des ouvriers, employés, salariés divers, plus encore que les petits patrons plus ou moins éclairés qui, à l'évidence, donnent le ton dans les groupes de préparation, qui en ont assez des attaques de ce gouvernement et protestent sincèrement contre la hausse des prix. Il est transparent que l'idée d'un « blocage général » est un substitut à ce qui aurait dû et pu se produire depuis longtemps : la grève générale. Mais ce n'est pas la même chose.

Quelle attitude avoir ?

Les empoignades sur les réseaux sociaux entre militants syndicalistes, de gauche et aussi « insoumis », témoignent de la difficulté à reconstituer les conditions d'un libre débat entre eux. En gros, les uns estiment que « *le peuple* » va bouger et qu'il faut être avec le peuple, d'autres que ce sont « *les fascistes* » qui sont derrière tout ça et qu'il faut s'élever contre. Les uns et les autres participent du coup d'un emballement quelque peu piégeux ...

L'attitude à adopter n'est pourtant pas très compliquée à concevoir, mais auparavant, **il faut clairement identifier l'obstacle qui suscite les difficultés** : qu'est-ce qui fait qu'un mouvement initié par des petits patrons sur des bases de protestation petite-bourgeoise « prend » à ce point ?

C'est qu'il y a un vide. Et ce vide résulte du sentiment de découragement que distillent, non pas les dizaines de grèves dans tous les secteurs,

mais bien au contraire, les « journées » des directions syndicales qui, en même temps, permettent à Macron affaibli de pouvoir engager ses attaques sur les retraites en allant tous à la concertation du 10 octobre, participant au « dialogue social » ...

Au fait, les syndicats de l'ONF qui ont réussi une mobilisation unitaire et majoritaire des personnels qu'ils représentent le 25 octobre dernier ont rompu le « dialogue social » avec leur ministère : tant qu'il n'y a rien à négocier, ils refusent d'aller aux tables rondes et autres séances de yoga auxquelles on voudrait les associer ...

Donc, voilà qu'il y a une « mobilisation » ... mais que derrière elle, il y a des forces politiques et sociales anti-ouvrières, mais que des ouvriers risquent d'y aller ...

Alors que faire ?

Premièrement combattre pour l'unité dans l'action contre Macron, par la rupture du prétendu « dialogue social » comme par le refus d'attendre les élections européennes pour engager la lutte sociale. Par rapport au 17 novembre ceci permettrait une réponse offensive et non pas seulement défensive à la façon de la mise en garde diffusée par la direction de la CGT, suite aux questions dans les rangs de la confédération.

Deuxièmement, aucun compromis, aucune confusion sur la nature des forces qui ont la main sur le « mouvement du 17 novembre » : même s'il y a évidemment des petits patrons et des « indépendants » sincères, ce sont des forces anti-ouvrières, qui ne veulent pas de hausse des salaires, qui ne demandent même pas l'abrogation de la TIPP. **Aucun appel commun, aucune collusion, avec eux** : ils représentent, consciemment ou non, on s'en fout, l'union nationale « souverainiste » et patronale alternative à l'union nationale de Macron. C'est par la lutte des classes et pas par l'union nationale que l'on gagnera, par la grève générale et les piquets de grève mobiles que l'on bloquera réellement le pays.

Troisièmement, ne pas jeter l'anathème sur les participants de base, voire les accompagner si vraiment ça prend de l'ampleur, mais en les respectant c'est-à-dire en leur disant tout : que ce qu'il faut c'est la grève générale contre Macron et les patrons, qui sera donc aussi une grève générale contre les organisateurs (patronaux) du « 17 novembre ».

Et voici la France Insoumise ...

Le 30 octobre, François Ruffin, député de la Somme, figure de la France Insoumise, réputé pour son indépendance exceptionnelle à l'égard du chef de celle-ci, parfois présenté comme un

« chef alternatif », déclare : « *le samedi 17 novembre, j'ai envie d'en être* ». Il propose d'organiser à l'Assemblée nationale un débat entre « *ces automobilistes en colère* » et le responsable de la Fondation pour la Nature et l'Homme, ex-Fondation Hulot, Kevin Puiseux, pour « *concilier justice fiscale et impératif écologique* » – notons que nous sommes là loin du problème immédiat, l'affrontement avec un président et un gouvernement qui piétinent l'un et l'autre.

Christophe Chalencon, le responsable patronal qui coordonne avec les élus RN le « mouvement » dans le Vaucluse, lui apporte ce salut : « *Lui [Ruffin] je l'aime... c'est le seul à avoir une paire de couilles ...* »

Le soir du 30 octobre, en meeting à Lille, J.L. Mélenchon proclame que « *la colère du 17 novembre est digne et juste* », sans faire la moindre distinction entre les différentes « colères » appelées à fusionner. Il ajoute que parmi « *ses amis et ses camarades* », les uns veulent y aller, d'autres non, et, en bon patriarche œcuménique, il leur donne à tous sa bénédiction : de tous « *on sera fier* » ! La FI en tant que telle n'appellera pas, dit-il, mais c'est pour ne pas voir l'air de « *recupérer* » et « *Peut-être que des tas de gens (...) auront trouvé le poids par lequel passer leur colère.* »

Bref (et bien qu'il soit difficile de se représenter ce que peut bien être un « *poids par lequel passer sa colère* » !...), J.L. Mélenchon moyennant quelques circonlocutions, soutient le « 17 novembre », après N. Dupont-Aignan, Marine Le Pen et François Ruffin.

Obtempérant le lendemain 31 octobre, le groupe parlementaire LFI pond une déclaration saluant l'égalité « *dignité* » de ceux qui iront parce qu'ils sont indignés, et de ceux qui n'iront pas parce qu'il y a l'extrême-droite, mais salue « *l'initiative citoyenne et ceux qui y participeront* » tout en ajoutant qu'à la différence de l'extrême-droite, ils n'appellent pas pour ne pas récupérer.

On tente de résumer ce méli-mélo : comme la FI sait qu'il y a l'extrême-droite, elle ne dit pas qu'elle appelle mais elle fait savoir que c'est quand même drôlement bien ce qui va se passer, elle le soutient et tout en félicitant, une fois, ceux qui n'iront pas, elle félicite, deux fois, ceux qui iront !

C'est ce qui s'appelle semer un maximum de confusion, très exactement le contraire de ce que doit être l'attitude des militants ouvriers proposée ci-dessus.

Ajoutons que superficiellement, ce soutien, non pas aux travailleurs cherchant une issue par l'action qui vont y aller, mais au « mouvement du 17 novembre » en tant que tel, pourrait sembler prendre le contre-pied d'un épisode marquant de l'automne 2013, lorsque J.L. Mélenchon avait qualifié d' « *esclaves* »

et de « *nigauds* » les ouvriers des entreprises de l'agro-alimentaire en Bretagne, avec leurs nombreuses sections FO et CGT, qui s'étaient associés à des petits commerçants et artisans dans les protestations contre les portiques des « *écotaxes* ».

Le contraste n'est qu'apparent. En 2013 il s'agissait de *grèves contre les licenciements*, d'une vague de grèves. En condamnant ce mouvement, aux côtés de François Hollande alors président et des dirigeants nationaux de pratiquement tous les partis et syndicats (à l'exception, il faut le dire, du NPA), mais dans les termes les pires, J.L. Mélenchon a précisément contribué, et pas qu'un peu, à isoler la vague de grèves ouvrières et à favoriser la récupération finale, quand le mouvement s'est épuisé, dans le cadre des *Bonnets rouges* sous l'égide du patronat local et de la FNSEA. Ceux qui ont réellement combattu ces derniers ont manifesté avec la masse, à Quimper, et se sont confrontés à eux dans la manifestation (il s'agit de l'UD FO du Finistère, de la FSU du Finistère, d'un certain nombre de sections CGT, du NPA).

J.L. Mélenchon, F. Ruffin et les parlementaires FI n'appellent pas à disputer l'influence des animateurs du « mouvement du 17 novembre », extrême-droite et patrons, sur celles et ceux qui participeront à cette journée : tout en disant ne pas faire de récup', ils poussent à aller se placer sous leur direction.

Ainsi, la ligne « *populiste* » de rupture avec le mouvement ouvrier, avec la classe ouvrière, d'opposition aux grèves, amorcée précisément à l'automne 2013, trouve à présent son plein développement, dans ce qui ressemble de plus en plus à une orientation du type « *Cinque Stelle* ».

Le socle de cette orientation, c'est de ne pas affronter réellement Macron, de la même façon qu'en orientant contre « *les médias* » (et d'abord contre Mediapart !) la protestation contre les perquisitions du 16 octobre.

Étendre l'organisation et le débat dans la clarté.

A APLutSoc, nous ne craignons guère le « 17 novembre » : si c'est un succès massif la poussée sociale vers le vrai blocage, qui s'appelle la grève, se fraiera son chemin. C'est à cela que nous voulons contribuer. L'accentuation, à cette occasion comme à la suite des perquisitions dont elle a été victime, de la dérive national-populiste de la FI, situe les responsabilités des militants ouvriers.

Il est grand temps que les militants ouvriers s'associent pour clarifier, et aller à l'affrontement central contre ce président et ce gouvernement.

A APLutSoc, nous souhaitons œuvrer à ce qu'un cadre le permettant, au plus vite, puisse exister.